



**Arrêté préfectoral complémentaire du – 8 DEC. 2025 prescrivant des mesures compensatoires  
à la papeterie DS SMITH PAPER ROUEN à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation environnementale du 29 décembre 2022 réglementant l'exploitation des activités de la papeterie DS SMITH PAPER ROUEN à l'occasion de l'installation d'une nouvelle unité de combustion à la biomasse et de deux chaudières au gaz naturel sur le site localisé Rue Désiré Granet sur les communes de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800) et OISSEL (76350) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le courrier de la société DS SMITH PAPER ROUEN du 22 janvier 2024 déclarant se conformer au référentiel FM Global ;
- Vu le rapport d'étude des besoins hydrauliques de l'installation d'extinction automatique de la papeterie de décembre 2024 ;
- Vu le compte rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique de la papeterie selon le référentiel FM Global en date du 16 juin 2025 ;
- Vu le courriel de l'exploitant du 30 juillet 2025 définissant les mesures compensatoires mises en œuvre ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 14 octobre 2025 et transmis à l'exploitant par courriel en date du 15 octobre 2025 ;

- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par mail du 30 octobre 2025 ;
- Vu les réponses apportées par l'exploitant par courriers des 28 octobre et 27 novembre 2025 ;
- Vu le rapport des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76) du 21 octobre 2025 suite à la visite du site DS SMITH PAPER ROUEN le même jour ;
- Vu le bon de commande pour l'installation d'une détection incendie précoce ;

**CONSIDÉRANT :**

que la société DS SMITH PAPER ROUEN exerce des activités de papeterie soumises à autorisation sur son site situé rue Désiré Granet, sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76 800), et que ses activités sont réglementées par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 29 décembre 2022 ;

que les activités de l'usine sont concernées par le risque d'incendie ;

que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est applicable à l'établissement ;

que cet arrêté ministériel exige en son article 68 que les équipements et moyens de lutte contre l'incendie soient maintenus en bon état et opérationnels en toute circonstance et qu'en cas de défaillance des équipements, l'exploitant définit les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie ;

que le compte rendu de vérification semestrielle de son système d'extinction automatique réalisée le 16 juin 2025 selon le référentiel FM GLOBAL indique que des non-conformités peuvent mettre en échec le système, et précise que le débit fourni est en dessous du débit requis pour le réseau le plus défavorisé ;

qu'un délai de un an est nécessaire pour la mise en conformité des installations suite aux éléments apportés par l'exploitant ;

qu'il convient de faire application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 181-14 du code de l'environnement en prescrivant des mesures compensatoires pendant la durée d'indisponibilité d'une partie du système d'extinction automatique ;

qu'il convient de mettre à jour l'étude des besoins en eaux d'extinction du site ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La société DS SMITH PAPER ROUEN, dont le siège social est situé rue Désiré Granet, à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800), est autorisée à poursuivre ses activités autorisées par l'arrêté du 29 décembre 2022 sus-visé, sous réserve de respecter les prescriptions suivantes.

**Article 2 : Mesures nécessaires pour prévenir les dangers jusqu'à mise en conformité du système d'extinction automatique**

L'exploitant prend les mesures suivantes dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- installer et mettre en œuvre de façon opérationnelle des motopompes avec un débit global de 4 000 L/min ;
- garantir l'alimentation en eau au débit suffisant de ces motopompes, y compris en période de gel ;
- installer et positionner le matériel déjà déroulé/préparé et prêt à être mis en eau ;
- tester régulièrement le fonctionnement du matériel ;
- formaliser et diffuser une instruction sur l'utilisation de ces moyens de lutte contre l'incendie transitoires aux équipiers de Seconde Intervention (ESI) et les former à l'utilisation des moyens mis en place ;
- mettre en place des rondes de détection d'incendie par des personnes qualifiées avec une présence a minima toutes les heures.

L'exploitant prend les mesures suivantes dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- mettre en place une détection automatique précoce d'incendie ;
- réaliser une étude technique des besoins en eau d'extinction sur le site :
  - en fonctionnement normal du système d'extinction automatique ;
  - et durant la période de mise en conformité du système.

L'ensemble des éléments justifiant de la mise en œuvre opérationnelle des mesures susmentionnées dans les délais indiqués est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné de l'avis du SDIS 76 sur les moyens en eau mis en place pour la défense incendie.

### Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société DS-SMITH PAPER ROUEN à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY.

Fait à ROUEN, le – 8 DEC. 2025

Le préfet,  
 Pour le p... délégué,  
 le secrétaire général  
 Zoheir BOUAOUICHE

